

# COP 28: Un pas vers la bonne direction

*Le texte final du sommet climatique de Dubaï mentionne pour la première fois une transition « hors des énergies fossiles ». Certes un pas vers dans la bonne direction, mais qui reste de loin insuffisant pour répondre à l'urgence et gravité de la crise climatique en particulier pour les pays vulnérables.*



Les dirigeants du monde entier ont finalement convenu que le monde devait abandonner les combustibles fossiles pour éviter un changement climatique catastrophique, après 30 ans d'intenses et pénibles négociations. Cette concession a été obtenue à l'arrachée devant le tollé qu'avait suscité le précédent draft qui ne reconnaissait pas explicitement la nécessité de s'éloigner des combustibles fossiles. Le *Global Stocktake*, quoique salué par les uns d' 'historique', n'évoque cependant pas de « sortie » du pétrole, du gaz et du charbon, ce que réclame le mouvement climatique mondial depuis des décennies.

Cette petite victoire marque toutefois le début de la fin. Désormais, les dirigeants du monde ont brisé le tabou. Le

texte final nomme clairement le mal, quoi qu'il se contente d'appeler d'appeler à « *transitionner hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie cruciale, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 conformément aux préconisations scientifiques* ». L'ère des fossiles approche à grands pas. Une scénario qui n'aurait pas été possible n'eut été la grande mobilisation du mouvement climatique qui s'est battu jusqu'au bout, à la COP, mais aussi dans les semaines qui ont précédé cette conférence.

Doit-on alors se réjouir des résultats de cette cop? Pas vraiment. En tant qu'African, nous nous attendions à ce que la COP 28 démontre, à tout le moins, son engagement à rectifier le tir et à tracer la voie vers une élimination complète de tous les combustibles fossiles, un avenir durable construit sur les énergies renouvelables, un financement ambitieux et contraignant pour l'adaptation et des engagements clairs en matière de transfert de technologie de la part des pays riches.

Should we then rejoice in the results of this conference? Not really. As an African, we expected COP 28 to demonstrate commitment to course correcting and charting a path to a complete phase out of all fossil fuels, a sustainable future built on renewables, ambitious adaptation finance and clear technology transfer commitments by rich nations.

Même si le compromis de Dubaï mentionne la transition hors des énergies fossiles, il ne fait aucune référence au soutien nécessaire aux pays en développement pour entreprendre cette transition énergétique. Qui va payer la facture de cette transition? Est-il juste et réaliste d'attendre des pays en développement qu'ils supportent le fardeau de cette transition sans accompagnement financier conséquent? Les questions de financement ont été depuis longtemps au cœur des négociations climatiques et ont causé une énorme frustration pour les pays africains qui avaient adopté en septembre dernier la

Déclaration de Nairobi, un texte sanctionnant le premier Sommet africain sur le climat. L'Afrique, qui subit de plein fouet les ravages de la crise climatique, réclame l'augmentation de « la capacité de production d'énergies renouvelables de l'Afrique de 56 gigawatts en 2022 à au moins 300 gigawatts d'ici à 2030 », ainsi qu'une réforme en profondeur d'un nouveau mécanisme de financement adapté aux besoins de l'Afrique, y compris la restructuration et l'allégement de la dette. Cet objectif n'a pas été atteint à Dubaï.

Nul n'a besoin de rappeler la contribution insignifiante voire nulle du continent dans la crise en cours, d'où le texte final laisse un goût amer du point de vue de la justice climatique. Pour des millions d'Africains, la crise climatique affecte tous les aspects de la vie – de l'alimentation au logement, en passant par l'accès à l'eau potable et à une énergie propre. D'où le soutien au triplement des énergies renouvelables avait suscité l'optimisme et dynamisé les communautés qui se sont mobilisés en masse ces dernières semaines pour appeler à un déploiement rapide et à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique.

Pour véritablement assurer la justice climatique, les plus grands pollueurs doivent prendre le leadership et faire leur part du sacrifice en vue d'une élimination progressive de tous les combustibles fossiles tout en accélérant les financements destinés au triplement des énergies propres d'ici 2030 et au doublement de l'efficacité énergétique. Ces deux objectifs sont intimement liés et représentent l'unique voie de survie pour les populations du Sud Global. Une fois de plus, l'accord de Dubaï n'a pas présenté une voie claire, soutenue par un cadre juridique et un calendrier de mise en œuvre.

L'histoire retiendra que COP 28 aura été un moment de vérité pour l'industrie des combustibles fossiles, après des décennies de mensonges et de manipulations. Il ne fallait pas s'attendre à ce que la fin de l'ère des combustibles fossiles

soit prononcée par ses premiers bénéficiaires. Il y avait au moins 2 456 lobbyistes des énergies fossiles à cette COP qui ont tout fait pour influencer l'accord final. Jusqu'à la dernière heure de la COP, l'on aura aussi vu la puissance de mobilisation et de pression de la société civile, du mouvement climatique, des peuples autochtones et des leaders progressistes qui ont démontré leur puissance pour maintenir les intérêts et l'avenir des plus vulnérables et des sans-voix au centre des négociations climatiques. Au cours des deux prochaines années menant à la COP 30, au Brésil, nous resterons sur cette lancée pour exiger encore plus farouchement la justice climatique. A luta continua!

□ *Landry Ninteretse, Directeur Régional, 350Africa.org*

---

## **Le RODER Bénin outille ses membres et donne de la voix en faveur des énergies renouvelables**

*Dans le cadre de son engagement continu pour le développement des énergies renouvelables au Bénin, le Réseau des Organisations pour le Développement des Energies Renouvelables (RODER) a réuni ses membres lors d'une importante rencontre du 30 novembre au 1er décembre 2023 à la Direction de la Planification Energétique, Electrification Rurale et Réglementation (DPER) Ex Direction Générale des Ressources Énergétiques (DGRE) à Akpapka, Cotonou.*



L'objectif principal était de renforcer les connaissances et compétences des participants sur les technologies des biodigesteurs ainsi que sur les techniques de plaidoyer et de lobbying. L'atelier a attiré plus de 25 participants, représentant diverses Organisations de la Société Civile (OSC) et Organisations Non Gouvernementales (ONG) membres du RÔDER Bénin et experts du secteur.

Le représentant de Bio Gaz Bénin a partagé ses connaissances sur les biodigesteurs, mettant en lumière les avantages tels que la valorisation des déchets, l'utilisation d'énergie propre, la production de fertilisants agricoles et la lutte contre les changements climatiques.

Cette session a également offert aux membres du RÔDER l'opportunité de se familiariser avec les textes régissant leur réseau. À travers des travaux de groupe, ils ont formulé des propositions pour le plan de travail 2024, englobant le renforcement de la visibilité nationale du RÔDER, le plaidoyer

pour l'accès aux énergies renouvelables, et bien d'autres actions. Le Roder dont la coordination est assurée par JVE Bénin accompagné de l'Association Bénin Energie, Right to light et JEVEV ONG.



Suite à ce moment de partage enrichissant, les participants ont initié une caravane en faveur des énergies renouvelables. Ils ont saisi l'occasion pour exprimer leur soutien dans le contexte de la COP 28 à Dubaï aux Émirats Arabes Unis.

Dans une démarche citoyenne et collective, les membres du Roder ont uni leurs forces dans une Caravane de plaidoyer en direction de la COP28. À travers cette mobilisation citoyenne, le Roder a exprimé son plaidoyer en faveur d'une transition énergétique rapide, équitable et durable.

Cette initiative soutenue par le Projet COOP-ARE piloté par le CESA0-AI concrétise l'engagement du Roder Bénin envers la protection de l'environnement, démontrant la puissance

collective des OSC et ONG pour influencer positivement les politiques environnementales et promouvoir des pratiques durables.

***Megan Valère SOSSOU***